

ROYAUME DE BELGIQUEKONINKRIJK BELGIË

Avant-projet de loi portant assentiment à l'Accord entre les Etats du Benelux et la Mongolie relatif à l'exemption de l'obligation de visa pour les titulaires d'un passeport diplomatique et les titulaires d'un passeport de service/officiel, fait à Bruxelles le 9 janvier 2024.

Voorontwerp van wet houdende instemming met de Overeenkomst tussen de Benelux-Staten en Mongolië inzake de vrijstelling van de visumplicht voor houders van een diplomatiek paspoort en houders van een officieel/dienstpaspoot, gedaan te Brussel op 9 januari 2024.

PHILIPPE,

FILIP,

ROI DES BELGES,

KONING DER BELGEN,

**A tous, présents et à venir,
Salut.**

**Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen,
Onze Groet.**

Sur la proposition du Ministre des Affaires étrangères, de la Ministre de la Justice, du Ministre de l'Intérieur et de la Ministre de l'Asile et de la Migration,

Op de voordracht van de Minister van Buitenlandse Zaken, van de Minister van Justitie, van de Minister van Binnenlandse Zaken en van de Minister van Asiel en Migratie,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Le Ministre des Affaires étrangères, la Ministre de la Justice, le Ministre de l'Intérieur et la Ministre de l'Asile et de la Migration, sont chargés de présenter, en Notre nom, à la Chambre des représentants le projet de loi dont la teneur suit:

De Minister van Buitenlandse Zaken, de Minister van Justitie, de Minister van Binnenlandse Zaken en de Minister van Asiel en Migratie, zijn ermee belast het ontwerp van wet, waarvan de tekst hierna volgt, in Onze naam, bij de Kamer van volksvertegenwoordigers in te dienen:

ARTICLE 1^{er}

ARTIKEL 1

La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

ART. 2

L'Accord entre les Etats du Benelux et la Mongolie relatif à l'exemption de l'obligation de visa pour les titulaires d'un passeport diplomatique et les titulaires d'un passeport de service/officiel, fait à Bruxelles le 9 janvier 2024, sortira son plein et entier effet.

Donné à

ART. 2

De Overeenkomst tussen de Benelux-Staten en Mongolië inzake de vrijstelling van de visumplicht voor houders van een diplomatiek paspoort en houders van een officieel/dienstpaspoot, gedaan te Brussel op 9 januari 2024, zal volkomen gevolg hebben.

Gegeven te

PAR LE ROI:

Le Ministre des Affaires étrangères,

VAN KONINGSWEGE:

De Minister van Buitenlandse Zaken,



Maxime PRÉVOT

La Ministre de la Justice,

De Minister van Justitie,

Annelies VERLINDEN

Le Ministre de l'Intérieur,

De Minister van Binnenlandse Zaken,

Bernard QUINTIN

La Ministre de l'Asile et de la Migration,

De Minister van Asiel en Migratie,

Anneleen VAN BOSSUYT

**ДИПЛОМАТ БОЛОН АЛБАН/СЕРВИС ПАСПОРТ ЭЗЭМШИГЧДИЙГ
ВИЗИЙН ШААРДЛАГААС ЧӨЛӨӨЛӨХ ТУХАЙ
МОНГОЛ УЛС БОЛОН БЕНИЛЮКСИЙН УЛСУУД
ХООРОНДЫН ХЭЛЭЛЦЭЭР**

*
* *

**AGREEMENT BETWEEN MONGOLIA AND THE BENELUX STATES
ON THE EXEMPTION OF VISA REQUIREMENTS FOR HOLDERS OF A
DIPLOMATIC PASSPORT AND HOLDERS OF A SERVICE/OFFICIAL
PASSPORT**

*
* *

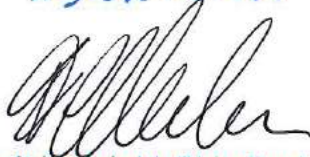
**ACCORD ENTRE LA MONGOLIE ET LES ÉTATS DU BENELUX
RELATIF À L'EXEMPTION DE L'OBLIGATION DE VISA POUR LES TITULAIRES
D'UN PASSEPORT DIPLOMATIQUE ET LES TITULAIRES D'UN PASSEPORT
DE SERVICE/OFFICIEL**

*
* *

**OVEREENKOMST TUSSEN MONGOLIË EN DE BENELUX-STATEN
INZAKE DE VRIJSTELLING VAN DE VISUMPLICHT VOOR HOUDERS VAN EEN
DIPLOMATIEK PASPOORT EN HOUDERS VAN EEN
OFFICIEEL/DIENSTPASPOORT**

COPIE CERTIFIEE CONFORME A L'ORIGINAL
MET HET ORIGINEEL EENSLUIDEND VERKLAARD AFSCHRIFT
BRUXELLES, LE
BRUSSEL,

13.02.2024



Secrétaire général de l'Union Benelux
Secretaris-generaal van de Benelux Unie

**ACCORD ENTRE LA MONGOLIE ET LES ÉTATS DU BENELUX
RELATIF À L'EXEMPTION DE L'OBLIGATION DE VISA POUR LES TITULAIRES D'UN
PASSEPORT DIPLOMATIQUE ET LES TITULAIRES D'UN PASSEPORT DE SERVICE/OFFICIEL**

PRÉAMBULE

La Mongolie et les États du Benelux (ci-après dénommés conjointement les « Parties » et séparément une « Partie ») ;

RECONNAISSANT que les États du Benelux agissent conjointement dans le cadre de l'Accord entre le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas, signé à Bruxelles le 11 avril 1960, concernant le transfert du contrôle de l'immigration aux frontières extérieures du Benelux ;

EN RÉFÉRENCE à l'accord entre la Mongolie et les États du Benelux relatif à la réadmission des personnes en séjour irrégulier ;

CONSIDÉRANT l'intérêt des Parties à renforcer leurs relations amicales ;

DÉSIREUX de faciliter l'entrée dans leurs pays respectifs des ressortissants de la Mongolie et des ressortissants des États du Benelux titulaires d'un passeport diplomatique national en cours de validité et des titulaires d'un passeport de service/officiel ;

DISPOSÉS à conclure un accord relatif à l'exemption de l'obligation de visa pour les titulaires d'un passeport diplomatique national en cours de validité et les titulaires d'un passeport de service/officiel ;

CONVIENNENT PAR LA PRÉSENTE de ce qui suit :

**ARTICLE 1
DéFINITIONS**

Dans le présent accord, à moins que le contexte ne requière une autre interprétation :

1. « États du Benelux » signifie le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas ;

2. « Territoire » signifie :

- Pour les États du Benelux : l'ensemble des territoires du Royaume de Belgique, du Grand-Duché de Luxembourg et du Royaume des Pays-Bas en Europe ;
- Pour la Mongolie : le territoire de la Mongolie.

**ARTICLE 2
AUTORITÉS COMPÉTENTES**

Les autorités compétentes responsables de la mise en œuvre du présent Accord sont :

- (a) pour la Mongolie, le ministère des Affaires étrangères de Mongolie ; et
- (b) pour les États du Benelux : pour le Royaume de Belgique, le Service public fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au développement, pour le Grand-Duché de Luxembourg, le Ministère des Affaires étrangères et européennes et, pour le Royaume des Pays-Bas, le Ministère des Affaires étrangères.

ARTICLE 3

EXEMPTION DE L'OBLIGATION DE VISA

- (1) Les ressortissants de la Mongolie qui sont titulaires d'un passeport diplomatique en cours de validité et les ressortissants qui sont titulaires d'un passeport de service/officiel peuvent entrer sans visa sur le territoire des États du Benelux et y séjourner pour une période n'excédant pas nonante (90) jours sur une période de 180 jours.
- (2) Les ressortissants d'un État du Benelux qui sont titulaires d'un passeport diplomatique en cours de validité et les ressortissants qui sont titulaires d'un passeport de service/officiel en cours de validité peuvent entrer sur le territoire de la Mongolie sans visa et y séjourner pour une période n'excédant pas nonante (90) jours sur une période de 180 jours.

ARTICLE 4

REPRÉSENTANTS ACCRÉDITÉS

- (1) Les ressortissants de l'État d'une Partie affectés à une mission diplomatique, à un poste consulaire ou à une mission auprès d'une organisation internationale située dans l'État de l'autre Partie, munis d'un passeport diplomatique en cours de validité, ainsi que les ressortissants munis d'un passeport de service/officiel en cours de validité, peuvent entrer sur le territoire de la Partie d'accueil, le quitter ou y séjourner sans visa pour la durée de leur accréditation.
- (2) L'État d'une Partie notifie préalablement à l'État de l'autre Partie, par voie diplomatique, l'affectation et la fonction des fonctionnaires mentionnés au paragraphe 1^{er} du présent article et ces fonctionnaires se conforment aux règlements d'accréditation de l'autre Partie.
- (3) Les membres de la famille des personnes visées au paragraphe 1^{er}, qui sont ressortissants de l'État d'envoi et titulaires d'un passeport diplomatique en cours de validité, et les membres de la famille des personnes qui sont ressortissants de l'État d'envoi et titulaires d'un passeport de service/officiel en cours de validité, bénéficient des mêmes facilités dans la mesure où ils vivent dans le même foyer et sont reconnus par l'État d'accueil comme des membres de la famille autorisés à séjourner avec la personne visée au paragraphe 1^{er}.

ARTICLE 5

REFUS D'ADMISSION

Nonobstant les articles 3 et 4 du présent Accord, chaque État d'une Partie se réserve le droit de refuser d'admettre sur son territoire toute personne considérée comme indésirable ou dont la présence dans le pays est considérée comme préjudiciable à l'ordre public ou à la sécurité nationale.

ARTICLE 6

APPLICATION DES LOIS

- (1) Sauf dispositions contraires dans le présent Accord, celui-ci ne porte pas atteinte aux lois et règlements en vigueur dans les États des Parties régissant l'accès au territoire, la durée du séjour, l'établissement et l'éloignements des étrangers, ainsi que toute forme d'activité professionnelle de leur part.
- (2) Le présent Accord s'applique sans préjudice des droits, obligations et responsabilités des Parties découlant d'autres accords internationaux.

ARTICLE 7 DOCUMENTATION

Les Parties se communiquent mutuellement, par la voie diplomatique, les spécimens de leurs passeports diplomatiques nationaux et de leurs passeports de service/officiels nationaux, nouveaux ou modifiés, ainsi que les détails concernant l'utilisation de ces passeports, dans la mesure du possible, trente (30) jours avant leur date d'introduction.

ARTICLE 8 RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

Tout différend entre les Parties découlant de l'application ou de l'interprétation du présent Accord sera réglé à l'amiable par consultation ou négociation entre les Parties.

ARTICLE 9 MODIFICATIONS

- (1) Le présent Accord peut être modifié par consentement mutuel des Parties par un Échange de Notes entre les Parties par la voie diplomatique. Ces modifications entrent en vigueur conformément à la procédure prévue à l'article 11, paragraphe 1^{er}.
- (2) Les Parties informent le Dépositaire de l'Échange de Notes visé au paragraphe 1^{er} et lui adressent leur notification attestant que toutes les exigences constitutionnelles et juridiques requises pour son entrée en vigueur ont été respectées.

ARTICLE 10 DÉPOSITAIRE

Le Secrétariat général de l'Union Benelux est le Dépositaire du présent Accord. Le Dépositaire fournit à chaque État signataire une copie certifiée conforme de l'original du présent Accord.

ARTICLE 11 ENTRÉE EN VIGUEUR ET CESSATION

- (1) Le présent Accord entre en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant la date de réception par le Dépositaire de la dernière notification confirmant que toutes les exigences constitutionnelles et juridiques requises pour son entrée en vigueur ont été respectées.
- (2) Nonobstant le paragraphe 1^{er}, si la dernière notification est déposée avant l'entrée en vigueur de l'accord entre les États du Benelux et la Mongolie relatif à la réadmission des personnes en séjour irrégulier, le présent Accord n'entre en vigueur qu'à la date d'entrée en vigueur de ce dernier Accord.
- (3) Après l'entrée en vigueur du présent Accord, chaque Partie peut dénoncer le présent Accord en envoyant une notification écrite, par la voie diplomatique, de son intention de dénoncer le présent Accord au Dépositaire au plus tard trente (30) jours avant la date à laquelle la dénonciation doit prendre effet.
- (4) La dénonciation par une Partie entraîne la cessation du présent Accord pour les deux Parties.
- (5) Le Dépositaire informe chaque État d'une Partie de la réception de toute notification visée au présent article.

ARTICLE 12 SUSPENSION

Chaque Partie peut suspendre l'application du présent Accord. La suspension est notifiée immédiatement au Dépositaire. Le Dépositaire informe les États des Parties de la réception de cette notification. La même procédure est adoptée lorsque la suspension est levée.

ARTICLE 13 APPLICATION TERRITORIALE

- (1) En ce qui concerne le Royaume des Pays-Bas, l'application du présent Accord peut être étendue à Aruba, Curaçao, Saint-Martin et à la partie caribéenne des Pays-Bas (les îles de Bonaire, Saint-Eustache et Saba) en notifiant le Dépositaire à cet effet.
- (2) Le Dépositaire informe les Parties de cette extension.

ДЭЭРХИЙГ НОТОЛЖ, дор дурдсан нэр бүхий төлөөлөгчид тус тусын Засгийн газраас олгогдсон бүрэн эрхийнхээ дагуу энэхүү хэлэлцээрт гарын үсэг зурав.

Энэхүү хэлэлцээрийг Брюссель хотноо 2024 оны 1-р сарын 9-ний өдөр монгол, франц, голланд болон англи хэлээр тус бүр нэг эх хувь үйлдэв. Тайлбарлахад зөрүү гарвал англи хэлээрх эх бичвэрийг баримтална.

***IN WITNESS WHEREOF**, the undersigned, having been duly authorized thereto by their respective Governments, have signed this Agreement.*

Done at Brussels on 9 January 2024, in one original, in the Mongolian, French, Dutch and English languages. In the event of any divergence of interpretation the English text shall prevail.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, ont signé le présent Accord.

Fait à Bruxelles le 9 janvier 2024, en un exemplaire original, dans les langues mongole, française, néerlandaise et anglaise. En cas de divergence d'interprétation, le texte anglais prévaut.

TEN BLIJKE WAARVAN de ondergetekenden, die daartoe naar behoren zijn gemachtigd door hun respectievelijke Regeringen, deze Overeenkomst hebben ondertekend.

Gedaan te Brussel op 9 januari 2024, in één oorspronkelijk exemplaar, in de Mongoolse, Franse, Nederlandse en Engelse taal. In geval van verschil in uitlegging is de Engelse tekst doorslaggevend.

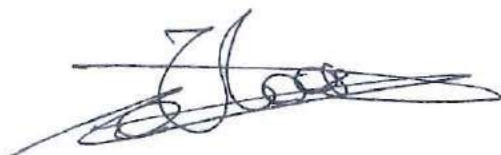
МОНГОЛ УЛСЫГ ТӨЛӨӨЛЖ

*For Mongolia,
Pour la Mongolie,
Voor Mongolië,*



БЕЛЬГИЙН ХААНТ УЛСЫГ ТӨЛӨӨЛЖ

*For the Kingdom of Belgium,
Pour le Royaume de Belgique,
Voor het Koninkrijk België,*



ЛЮКСЕМБУРГИЙН ИХ ГҮНТ УЛСЫГ ТӨЛӨӨЛЖ

*For the Grand Duchy of Luxembourg,
Pour le Grand-Duché de Luxembourg,
Voor het Groothertogdom Luxemburg,*



НИДЕРЛАНДЫН ХААНТ УЛСЫГ ТӨЛӨӨЛЖ

*For the Kingdom of the Netherlands,
Voor het Koninkrijk der Nederlanden,
Pour le Royaume des Pays-Bas,*



**ДИПЛОМАТ БОЛОН АЛБАН/СЕРВИС ПАСПОРТ ЭЗЭМШИГЧДИЙГ
ВИЗИЙН ШААРДЛАГААС ЧӨЛӨӨЛӨХ ТУХАЙ
МОНГОЛ УЛС БОЛОН БЕНИЛЮКСИЙН УЛСУУД
ХООРОНДЫН ХЭЛЭЛЦЭЭР**

*
* *

**AGREEMENT BETWEEN MONGOLIA AND THE BENELUX STATES
ON THE EXEMPTION OF VISA REQUIREMENTS FOR HOLDERS OF A
DIPLOMATIC PASSPORT AND HOLDERS OF A SERVICE/OFFICIAL
PASSPORT**

*
* *

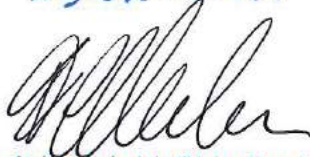
**ACCORD ENTRE LA MONGOLIE ET LES ÉTATS DU BENELUX
RELATIF À L'EXEMPTION DE L'OBLIGATION DE VISA POUR LES TITULAIRES
D'UN PASSEPORT DIPLOMATIQUE ET LES TITULAIRES D'UN PASSEPORT
DE SERVICE/OFFICIEL**

*
* *

**OVEREENKOMST TUSSEN MONGOLIË EN DE BENELUX-STATEN
INZAKE DE VRIJSTELLING VAN DE VISUMPLICHT VOOR HOUDERS VAN EEN
DIPLOMATIEK PASPOORT EN HOUDERS VAN EEN
OFFICIEEL/DIENSTPASPOORT**

COPIE CERTIFIEE CONFORME A L'ORIGINAL
MET HET ORIGINEEL EENSLUIDEND VERKLAARD AFSCHRIFT
BRUXELLES, LE
BRUSSEL,

13.02.2024



Secrétaire général de l'Union Benelux
Secretaris-generaal van de Benelux Unie

**OVEREENKOMST TUSSEN MONGOLIË EN DE BENELUX-STATEN
INZAKE DE VRIJSTELLING VAN DE VISUMPLICHT VOOR HOUDERS VAN EEN DIPLOMATIEK
PASPOORT EN HOUDERS VAN EEN OFFICIEEL/DIENSTPASPOORT**

PREAMBULE

Mongolië en de Benelux-Statens (die hierna gezamenlijk worden aangeduid als de 'Partijen' en afzonderlijk als een 'Partij');

IN HET BESEF dat de Benelux-Statens gezamenlijk optreden op basis van de Overeenkomst tussen het Koninkrijk België, het Groothertogdom Luxemburg en het Koninkrijk der Nederlanden inzake de verlegging van de personencontrole naar de buitengrenzen van het Benelux-gebied, die op 11 april 1960 in Brussel werd ondertekend;

ONDER VERWIJZING NAAR de Overeenkomst tussen Mongolië en de Benelux-Statens betreffende de terug- en overname van personen die onregelmatig op het grondgebied verblijven;

OVERWEGENDE het belang van de Partijen om hun vriendschappelijke betrekkingen te versterken;

VERLANGENDE de onderdanen van Mongolië en de onderdanen van de Benelux-Statens die houder zijn van een geldig diplomatiek paspoort en houder zijn van een officieel/dienstpaspoort makkelijker toegang te geven tot hun onderscheiden landen;

BEREID ZIJNDE een Overeenkomst te sluiten inzake de vrijstelling van de visumplicht voor houders van een geldig diplomatiek paspoort en houders van een officieel/dienstpaspoort;

KOMEN HIERBIJ het volgende **OVEREEN**:

**ARTIKEL 1
BEGRIPSBEPALINGEN**

Tenzij uit de context anders blijkt, wordt in deze Overeenkomst verstaan onder:

1. 'Benelux-Statens': het Koninkrijk België, het Groothertogdom Luxemburg en het Koninkrijk der Nederlanden;

2. 'Grondgebied':

- Voor de Benelux-Statens: de gezamenlijke grondgebieden in Europa van het Koninkrijk België, het Groothertogdom Luxemburg en het Koninkrijk der Nederlanden;

- Voor Mongolië: het grondgebied van Mongolië.

**ARTIKEL 2
BEVOEGDE AUTORITEITEN**

De bevoegde autoriteiten die verantwoordelijk zijn voor de uitvoering van deze Overeenkomst:

(a) voor Mongolië, het Ministerie van Buitenlandse Zaken van Mongolië; en

(b) voor de Benelux-Statens: voor het Koninkrijk België, de Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking, voor het Groothertogdom Luxemburg, het Ministerie van Buitenlandse en Europese Zaken en voor het Koninkrijk der Nederlanden, het Ministerie van Buitenlandse Zaken.

ARTIKEL 3

VRIJSTELLING VAN DE VISUMPLICHT

- (1) Onderdanen van Mongolië die houder zijn van een geldig diplomatiek paspoort en onderdanen die houder zijn van een officieel/dienstpaspoot kunnen het grondgebied van de Benelux-Staten betreden zonder visum en gedurende ten hoogste negentig (90) dagen per periode van 180 dagen op het grondgebied verblijven.
- (2) Onderdanen van een Benelux-Staat die houder zijn van een geldig diplomatiek paspoort en onderdanen die houder zijn van een geldig officieel/dienstpaspoot kunnen het grondgebied van Mongolië betreden zonder visum en gedurende ten hoogste negentig (90) dagen per periode van 180 dagen op het grondgebied verblijven.

ARTIKEL 4

GEACCREDITEERDE VERTEGENWOORDIGERS

- (1) Onderdanen van de Staat van een Partij die zijn aangesteld bij een diplomatieke of consulaire vertegenwoordiging of bij een vertegenwoordiging van een internationale organisatie die is gelegen in de Staat van de andere Partij en die in het bezit zijn van een geldig diplomatiek paspoort en onderdanen die in het bezit zijn van een geldig officieel/dienstpaspoot, kunnen voor de duur van hun accreditatie zonder visum het grondgebied van de ontvangende Partij betreden, verlaten en er verblijven.
- (2) De Staat van een Partij stelt de Staat van de andere Partij vooraf langs diplomatieke weg in kennis van de detachering en de functie van de in het eerste lid van dit artikel bedoelde ambtenaren en deze ambtenaren dienen te voldoen aan de accreditatieregeling van de andere Partij.
- (3) Gezinsleden van de in het eerste lid bedoelde personen die onderdanen zijn van de zendstaat en houder zijn van een geldig diplomatiek paspoort en gezinsleden van de personen die onderdanen zijn van de zendstaat en houder zijn van een geldig officieel/dienstpaspoot, komen voor dezelfde faciliteiten in aanmerking, voor zover zij in hetzelfde huishouden wonen en door de ontvangende Staat worden erkend als gezinsleden die gerechtigd zijn bij de in het eerste lid bedoelde persoon te verblijven.

ARTIKEL 5

WEIGERING VAN TOEGANG

Onverminderd de artikelen 3 en 4 van deze Overeenkomst behoudt elke Staat van een Partij zich het recht voor de toegang tot zijn grondgebied te weigeren aan personen die als ongewenst worden beschouwd of wier aanwezigheid in het land wordt beschouwd als een gevaar voor de openbare orde of voor de nationale veiligheid.

ARTIKEL 6

TOEPASSING VAN WETTEN

- (1) Tenzij hierin anders is voorzien, doet deze Overeenkomst geen afbreuk aan de wet- en regelgeving die in de Staten van kracht is met betrekking tot de toegang tot het grondgebied, de verblijfsduur, de vestiging en de verwijdering en werkzaamheden van vreemdelingen, ongeacht de vorm daarvan.
- (2) Deze Overeenkomst is van toepassing onverminderd de rechten, verplichtingen en verantwoordelijkheden van de Partijen die voortvloeien uit andere internationale overeenkomsten.

ARTIKEL 7 DOCUMENTATIE

De Partijen verstrekken elkaar langs diplomatieke weg de specimina van hun nieuwe of gewijzigde nationale diplomatieke paspoorten en officiële/dienstpaspoorten, alsook de gegevens betreffende het gebruik van deze paspoorten, zulks voor zover mogelijk dertig (30) dagen voordat deze in omloop worden gebracht.

ARTIKEL 8 GESCHILLENREGELING

Geschillen tussen de Partijen die voortvloeien uit de toepassing of uitlegging van deze Overeenkomst worden in der minne geregeld via overleg of onderhandelingen tussen de Partijen.

ARTIKEL 9 WIJZIGINGEN

- (1) Deze Overeenkomst kan met wederzijdse instemming van de Partijen worden gewijzigd bij notawisseling langs diplomatieke weg. Deze wijzigingen treden in werking in overeenstemming met de in het eerste lid van artikel 11 vastgelegde procedure.
- (2) De Partijen stellen de depositaris in kennis van de in het eerste lid bedoelde notawisseling en zenden de depositaris hun kennisgeving toe waarin zij bevestigen dat aan alle grondwettelijke en juridische vereisten voor de inwerkingtreding ervan is voldaan.

ARTIKEL 10 DEPOSITARIS

Het Secretariaat-Generaal van de Benelux Unie treedt op als depositaris van deze Overeenkomst. De depositaris verstrekt elke ondertekenende Staat een gewaarmerkt afschrift van het origineel van deze Overeenkomst.

ARTIKEL 11 INWERKINGTREDING EN BEËINDIGING

- (1) Deze Overeenkomst treedt in werking op de eerste dag van de tweede maand na de datum van ontvangst door de depositaris van de laatste kennisgeving waarin wordt bevestigd dat aan alle grondwettelijke en juridische vereisten voor de inwerkingtreding ervan is voldaan.
- (2) Onverminderd het eerste lid, indien de laatste kennisgeving wordt neergelegd vóór de inwerkingtreding van de Overeenkomst tussen de Benelux-Staten en Mongolië betreffende de terug- en overname van onregelmatig verblijvende personen, treedt deze Overeenkomst pas in werking op de datum van inwerkingtreding van laatstgenoemde Overeenkomst.
- (3) Na de inwerkingtreding van deze Overeenkomst kan elke Partij deze Overeenkomst opzeggen door schriftelijk en langs diplomatieke weg uiterlijk dertig (30) dagen vóór de dag waarop de opzegging van kracht wordt, de depositaris in kennis te stellen van haar voornemen de overeenkomst op te zeggen.
- (4) De opzegging door één Partij heeft tot gevolg dat deze Overeenkomst voor beide Partijen wordt beëindigd.
- (5) De depositaris stelt elke Staat van een Partij in kennis van de ontvangst van elke in dit artikel bedoelde kennisgeving.

ARTIKEL 12 OPSCHORTING

Elke Partij kan de toepassing van deze Overeenkomst opschorten. Van de opschorting wordt de depositaris onmiddellijk in kennis gesteld. De depositaris zal de Staten van de Partijen van de ontvangst van deze kennisgeving in kennis stellen. Dezelfde procedure geldt voor het ongedaan maken van de opschorting.

ARTIKEL 13 TERRITORIALE TOEPASSING

- (1) Het Koninkrijk der Nederlanden kan de toepassing van deze Overeenkomst uitbreiden tot Aruba, Curaçao, Sint-Maarten en tot het Caribische deel van Nederland (Bonaire, Sint-Eustatius en Saba) door de depositaris daarvan in kennis te stellen.
- (2) De depositaris zal de Partijen in kennis stellen van deze uitbreiding.

ДЭЭРХИЙГ НОТОЛЖ, дор дурдсан нэр бүхий төлөөлөгчид тус тусын Засгийн газраас олгогдсон бүрэн эрхийнхээ дагуу энэхүү хэлэлцээрт гарын үсэг зурав.

Энэхүү хэлэлцээрийг Брюссель хотноо 2024 оны 1-р сарын 9-ний өдөр монгол, франц, голланд болон англи хэлээр тус бүр нэг эх хувь үйлдэв. Тайлбарлахад зөрүү гарвал англи хэлээрх эх бичвэрийг баримтална.

IN WITNESS WHEREOF, the undersigned, having been duly authorized thereto by their respective Governments, have signed this Agreement.

Done at Brussels on 9 January 2024, in one original, in the Mongolian, French, Dutch and English languages. In the event of any divergence of interpretation the English text shall prevail.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, ont signé le présent Accord.

Fait à Bruxelles le 9 janvier 2024, en un exemplaire original, dans les langues mongole, française, néerlandaise et anglaise. En cas de divergence d'interprétation, le texte anglais prévaut.

TEN BLIJKE WAARVAN de ondergetekenden, die daartoe naar behoren zijn gemachtigd door hun respectievelijke Regeringen, deze Overeenkomst hebben ondertekend.

Gedaan te Brussel op 9 januari 2024, in één oorspronkelijk exemplaar, in de Mongoolse, Franse, Nederlandse en Engelse taal. In geval van verschil in uitlegging is de Engelse tekst doorslaggevend.

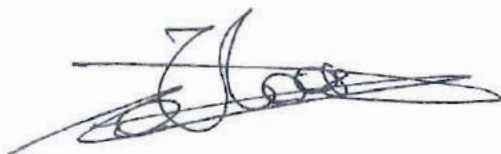
МОНГОЛ УЛСЫГ ТӨЛӨӨЛЖ

*For Mongolia,
Pour la Mongolie,
Voor Mongolië,*



БЕЛЬГИЙН ХААНТ УЛСЫГ ТӨЛӨӨЛЖ

*For the Kingdom of Belgium,
Pour le Royaume de Belgique,
Voor het Koninkrijk België,*



ЛЮКСЕМБУРГИЙН ИХ ГҮНТ УЛСЫГ ТӨЛӨӨЛЖ

*For the Grand Duchy of Luxembourg,
Pour le Grand-Duché de Luxembourg,
Voor het Groothertogdom Luxemburg,*



НИДЕРЛАНДЫН ХААНТ УЛСЫГ ТӨЛӨӨЛЖ

*For the Kingdom of the Netherlands,
Voor het Koninkrijk der Nederlanden,
Pour le Royaume des Pays-Bas,*



**ДИПЛОМАТ БОЛОН АЛБАН/СЕРВИС ПАСПОРТ ЭЗЭМШИГЧДИЙГ
ВИЗИЙН ШААРДЛАГААС ЧӨЛӨӨЛӨХ ТУХАЙ
МОНГОЛ УЛС БОЛОН БЕНИЛЮКСИЙН УЛСУУД
ХООРОНДЫН ХЭЛЭЛЦЭЭР**

*
* *

**AGREEMENT BETWEEN MONGOLIA AND THE BENELUX STATES
ON THE EXEMPTION OF VISA REQUIREMENTS FOR HOLDERS OF A
DIPLOMATIC PASSPORT AND HOLDERS OF A SERVICE/OFFICIAL
PASSPORT**

*
* *

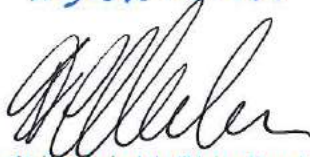
**ACCORD ENTRE LA MONGOLIE ET LES ÉTATS DU BENELUX
RELATIF À L'EXEMPTION DE L'OBLIGATION DE VISA POUR LES TITULAIRES
D'UN PASSEPORT DIPLOMATIQUE ET LES TITULAIRES D'UN PASSEPORT
DE SERVICE/OFFICIEL**

*
* *

**OVEREENKOMST TUSSEN MONGOLIË EN DE BENELUX-STATEN
INZAKE DE VRIJSTELLING VAN DE VISUMPLICHT VOOR HOUDERS VAN EEN
DIPLOMATIEK PASPOORT EN HOUDERS VAN EEN
OFFICIEEL/DIENSTPASPOORT**

COPIE CERTIFIÉE CONFORME À L'ORIGINAL
MET HET ORIGINEEL EENSLUIDEND VERKLAARD AFSCHRIFT
BRUXELLES, LE
BRUSSEL,

13.02.2024



Secrétaire général de l'Union Benelux
Secretaris-generaal van de Benelux Unie

**AGREEMENT BETWEEN MONGOLIA AND THE BENELUX STATES
ON THE EXEMPTION OF VISA REQUIREMENTS FOR HOLDERS OF A DIPLOMATIC
PASSPORT AND HOLDERS OF A SERVICE/OFFICIAL PASSPORT**

PREAMBLE

Mongolia and the Benelux States (hereinafter jointly referred to as the "Parties" and separately as a "Party");

RECOGNISING that the Benelux States are acting jointly under the Agreement between the Kingdom of Belgium, the Grand Duchy of Luxembourg and the Kingdom of the Netherlands signed at Brussels on 11 April 1960 concerning the transfer of immigration control to the outer frontiers of Benelux;

WITH REFERENCE TO the Agreement between Mongolia and the States of the Benelux on readmission of persons staying without authorisation;

CONSIDERING the interest of the Parties to strengthen their friendly relations;

DESIRING to facilitate the entry of nationals of Mongolia and nationals of the Benelux States who are holders of a valid national diplomatic passport and holders of a service/official passport into their respective countries;

PREPARED to conclude an Agreement on the exemption of visa requirements for holders of a valid national diplomatic passport and holders of a service/official passport;

HEREBY AGREE as follows:

**ARTICLE 1
DEFINITIONS**

In this Agreement, unless the context indicates otherwise:

1. "Benelux States" shall mean the Kingdom of Belgium, the Grand Duchy of Luxembourg and the Kingdom of the Netherlands;

2. "Territory" shall mean:

- For the Benelux States: the joint territories in Europe of the Kingdom of Belgium, the Grand Duchy of Luxembourg and the Kingdom of the Netherlands;
- For Mongolia: the territory of Mongolia.

**ARTICLE 2
COMPETENT AUTHORITIES**

The Competent Authorities responsible for the implementation of this Agreement shall be:

- (a) for Mongolia, the Ministry of Foreign Affairs of Mongolia; and
- (b) for the Benelux States: for the Kingdom of Belgium, the Federal Public Service Foreign Affairs, Foreign Trade and Development Cooperation, for the Grand Duchy of Luxembourg, the Ministry of Foreign and European Affairs and for the Kingdom of the Netherlands, the Ministry of Foreign Affairs.

ARTICLE 3
EXEMPTION FROM VISA REQUIREMENTS

- (1) Nationals of Mongolia who are holders of a valid diplomatic passport and nationals who are holders of a service/official passport may enter the Benelux States' territory without a visa and stay in the territory for a period not exceeding ninety (90) days in any period of 180 days.
- (2) Nationals of a Benelux State who are holders of a valid diplomatic passport and nationals who are holders of a valid service/official passport may enter the territory of Mongolia without a visa and stay for a period not exceeding ninety (90) days in any period of 180 days.

ARTICLE 4
ACCREDITED REPRESENTATIVES

- (1) Nationals of the State of one Party assigned to a Diplomatic mission, Consular post or a mission to an international organization located in the State of the other Party bearing a valid diplomatic passport and nationals bearing a valid service/official passport may enter, depart and stay in the territory of the receiving Party without a visa for the duration of that person's accreditation.
- (2) The State of one Party shall notify the State of the other Party in advance through diplomatic channels on the posting and function of the officials mentioned in paragraph 1 of this Article and these officials shall comply with the accreditation regulations of the other Party.
- (3) Family members of the persons specified in paragraph 1 who are nationals of the sending State and hold a valid diplomatic passport and family members of the persons who are nationals of the sending State and hold a valid service/official passport shall benefit from the same facilities insofar as they live in the same household and are recognised by the receiving State as family members entitled to stay with the person specified in paragraph 1.

ARTICLE 5
REFUSAL OF ADMISSION

Notwithstanding Articles 3 and 4 of this Agreement, each State of a Party reserves the right to refuse to admit to its territory any person regarded as being undesirable or whose presence in the country is regarded as prejudicial to law and order or to national security.

ARTICLE 6
APPLICATION OF LAWS

- (1) Except as herein provided this Agreement shall not affect the laws and regulations in force in the States of the Parties governing entry, length of stay, residence and expulsion and any form of occupation of foreigners.
- (2) This Agreement shall apply without prejudice to the rights, obligations and responsibilities of the Parties arising from other international agreements.

ARTICLE 7
DOCUMENTATION

The Parties shall provide each other, through diplomatic channels, with specimens of their new or modified national diplomatic passports and service/official passports, and also the particulars concerning the use of these passports, as far as possible, thirty (30) days before their date of introduction.

ARTICLE 8 SETTLEMENT OF DISPUTES

Any dispute between the Parties arising from the application or interpretation of this Agreement shall be settled amicably through consultation or negotiations between the Parties.

ARTICLE 9 AMENDMENTS

- (1) This Agreement may be amended by mutual consent of the Parties through an Exchange of Notes between the Parties through diplomatic channels. These amendments shall enter into force in accordance with the procedure laid down in paragraph 1 of Article 11.
- (2) The Parties shall inform the Depositary of the Exchange of Notes referred to in Paragraph 1 and shall send the Depositary their notification confirming that all constitutional and legal requirements for its entry into force have been fulfilled.

ARTICLE 10 DEPOSITARY

The General Secretariat of the Benelux Union shall act as the Depositary to this Agreement. The Depositary shall provide each Signatory State with a certified copy of the original of this Agreement.

ARTICLE 11 ENTRY INTO FORCE AND TERMINATION

- (1) This Agreement shall enter into force on the first day of the second month following the date of receipt by the Depositary of the last notification confirming that all constitutional and legal requirements for its entry into force have been fulfilled.
- (2) Notwithstanding paragraph 1, should the last notification be deposited before the entry into force of the Agreement between the States of the Benelux and Mongolia on readmission of persons staying without authorisation, this Agreement shall only enter into force on the date of the entry into force of the latter Agreement.
- (3) After the entry into force of this Agreement, each Party may denounce this Agreement by sending a written notification, through diplomatic channels, of its intention to denounce this Agreement to the Depositary not later than thirty (30) days prior to the date on which the denunciation is to take effect.
- (4) The denunciation by one Party shall cause this Agreement to terminate for both Parties.
- (5) The Depositary shall inform each State of a Party of the receipt of any notification referred to in this Article.

ARTICLE 12
SUSPENSION

Each Party may suspend the application of this Agreement. Suspension shall be notified immediately to the Depositary. The Depositary shall inform the States of the Parties of the receipt of such notification. The same procedure shall be adopted when the suspension is lifted.

ARTICLE 13
TERRITORIAL APPLICATION

- (1) With regard to the Kingdom of the Netherlands, the application of this Agreement may be extended to Aruba, Curaçao, Sint Maarten and the Caribbean part of the Netherlands (the islands of Bonaire, Sint Eustatius and Saba) by notifying the Depositary to that effect.
- (2) The Depositary shall inform the Parties of this extension.

ДЭЭРХИЙГ НОТОЛЖ, дор дурдсан нэр бүхий төлөөлөгчид тус тусын Засгийн газраас олгогдсон бүрэн эрхийнхээ дагуу энэхүү хэлэлцээрт гарын үсэг зурав.

Энэхүү хэлэлцээрийг Брюссель хотноо 2024 оны 1-р сарын 9-ний өдөр монгол, франц, голланд болон англи хэлээр тус бүр нэг эх хувь үйлдэв. Тайлбарлахад зөрүү гарвал англи хэлээрх эх бичвэрийг баримтална.

IN WITNESS WHEREOF, the undersigned, having been duly authorized thereto by their respective Governments, have signed this Agreement.

Done at Brussels on 9 January 2024, in one original, in the Mongolian, French, Dutch and English languages. In the event of any divergence of interpretation the English text shall prevail.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, ont signé le présent Accord.

Fait à Bruxelles le 9 janvier 2024, en un exemplaire original, dans les langues mongole, française, néerlandaise et anglaise. En cas de divergence d'interprétation, le texte anglais prévaut.

TEN BLIJKE WAARVAN de ondergetekenden, die daartoe naar behoren zijn gemachtigd door hun respectievelijke Regeringen, deze Overeenkomst hebben ondertekend.

Gedaan te Brussel op 9 januari 2024, in één oorspronkelijk exemplaar, in de Mongoolse, Franse, Nederlandse en Engelse taal. In geval van verschil in uitlegging is de Engelse tekst doorslaggevend.

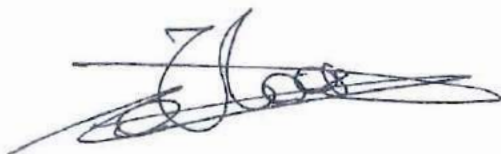
МОНГОЛ УЛСЫГ ТӨЛӨӨЛЖ

*For Mongolia,
Pour la Mongolie,
Voor Mongolië,*



БЕЛЬГИЙН ХААНТ УЛСЫГ ТӨЛӨӨЛЖ

*For the Kingdom of Belgium,
Pour le Royaume de Belgique,
Voor het Koninkrijk België,*



ЛЮКСЕМБУРГИЙН ИХ ГҮНТ УЛСЫГ ТӨЛӨӨЛЖ

*For the Grand Duchy of Luxembourg,
Pour le Grand-Duché de Luxembourg,
Voor het Groothertogdom Luxemburg,*



НИДЕРЛАНДЫН ХААНТ УЛСЫГ ТӨЛӨӨЛЖ

*For the Kingdom of the Netherlands,
Voor het Koninkrijk der Nederlanden,
Pour le Royaume des Pays-Bas,*



Voorontwerp van wet houdende instemming met de Overeenkomst tussen de Benelux-Staten en Mongolië inzake de vrijstelling van de visumplicht voor houders van een diplomatiek paspoort en houders van een officieel/dienstpaspoot, gedaan te Brussel op 9 januari 2024.

Avant-projet de loi portant assentiment à l'Accord entre les Etats du Benelux et la Mongolie relatif à l'exemption de l'obligation de visa pour les titulaires d'un passeport diplomatique et les titulaires d'un passeport de service/officiel, fait à Bruxelles le 9 janvier 2024.

MEMORIE VAN TOELICHTING

Het wetsontwerp dat u ter instemming wordt voorgelegd heeft betrekking op de overeenkomst die op 9 januari 2024 in Brussel werd ondertekend tussen Mongolië en de Benelux-Staten.

Deze overeenkomst behoeft alleen de goedkeuring van het Federale Parlement.

Deze overeenkomst heeft als doel de visumregeling tussen de betrokken partijen te versoepelen ten behoeve van bepaalde categorieën onderdanen van de respectieve partijen. Het vrij verkeer van houders van diplomatieke of officiële/dienstpaspooten wordt beoogd. Voor een verblijf van ten hoogste negentig dagen per periode van honderdtachtig dagen kunnen deze personen het grondgebied van de betrokken partijen zonder visum binnenkomen op louter vertoon van hun geldig paspoort.

Deze overeenkomst werd in een Benelux kader gesloten en past in het Benelux akkoord van 11.04.1960 waarin bepaald wordt dat de visumpolitiek van de Benelux-Staten moet gecoördineerd worden.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Le projet de loi qui vous est soumis pour assentiment se rapporte à l'Accord entre la Mongolie et les Etats du Benelux signé à Bruxelles le 9 janvier 2024.

Cet accord requiert uniquement l'assentiment du Parlement Fédéral.

Cet accord vise l'assouplissement réciproque entre les parties concernées de la réglementation en matière de visa au bénéfice de certaines catégories de ressortissants des parties respectives. La libre circulation des titulaires de passeports diplomatiques, officiels/de service est recherchée. Ces personnes peuvent entrer sur le territoire des parties concernées pour une période n'excédant pas nonante jours sur une période de cent quatre-vingt jours sur simple présentation de leur passeport valable.

Cet accord a été conclu dans un cadre Benelux et s'inscrit dans l'Accord Benelux du 11.04.1960 dans lequel il est précisé que la politique en matière de visa des Etats Benelux doit être coordonnée.

Het zijn de Mongoolse autoriteiten die in februari 2014, door tussenkomst van hun Ambassade in Brussel, hebben voorgesteld om onderhandelingen te openen, met de bedoeling de visumverplichting op te heffen voor houders van diplomatieke en officiële/dienstpaspporten. In de schoot van de Benelux werd beslist hier een positief gevolg aan te geven.

Ce sont les autorités mongoles qui, par l'entremise de leur Ambassade à Bruxelles, ont pris l'initiative de proposer, en février 2014, l'ouverture de négociations visant la levée de l'obligation du visa pour les titulaires de passeports diplomatiques et officiels/de service. Au sein du Benelux, il fut décidé d'y réserver une suite positive.

De Minister van Buitenlandse Zaken,

Le Ministre des Affaires étrangères,



Maxime PRÉVOT

De Minister van Justitie,

La Ministre de la Justice,

Annelies VERLINDEN

De Minister van Binnenlandse Zaken,

Le Ministre de l'Intérieur,

Bernard QUINTIN

De Minister van Asiel en Migratie,

La Ministre de l'Asile et de la Migration,

Anneleen VAN BOSSUYT